

ENJEU SÉCURITÉ - Macron & sa cour : le braquage du Louvre révèle l'impéritie

PARFOIS longtemps, l'homme titube de confusion en incompréhension ; or soudain, émergent ces "signes annonçant quelque chose, en marche" et le réel fulgure, dit Friedrich Hegel dans sa splendide préface à la *"Phénoménologie de l'esprit"* : là, le "lever du soleil, en un éclair, dessine d'un seul coup la forme du nouveau monde ». À Léna, le 14 octobre 1806, c'est cela qu'éprouve le philosophe, alors que l'Empereur écrase l'armée prussienne.

Bientôt deux cent-vingt ans plus tard, le cas est certes moins glorieux. Mais tout aussi sûrement, l'extravagant braquage du Louvre avère aussi, en un éclair, tout ce qu'on redoutait ou supposait de l'impéritie sécuritaire macroniste.

Servilité médiatique... Suffocant mépris de la caste néo-libérale pour la sécurité des Français et de leurs trésors nationaux... Courtisans promus aux plus éminentes fonctions, hors toute compétence et goût du service public... Dès sa déposition au Sénat, la morgue et l'arrogance de Mme la présidente du Musée du Louvre puaiant quand même fort 1785. Or trois semaines plus tard, ce qu'on sait de l'affaire la rend toujours plus sinistrement révélatrice.

Du cœur même de l'État - Sénat et Cour des comptes - cascaded les révélations au quotidien ; confirmant que, dans le plus grand musée du monde, chaque année visité par neuf millions d'amateurs de grandes œuvres, la sécurité était nulle et que - hors du déclaratif, dans la réalité concrète - la macronie des sommets s'en foutait. Un sénateur fustige une « sécurité non conforme à ce qu'on attend d'un musée ». Qu'on en juge :

- Malgré "d'abondantes ressources", rythme "très insuffisant" de rénovation des équipements de sécurité, "retard persistant" du musée à déployer des dispositifs protégeant ses œuvres... « Montants engagés de faible ampleur au regard des besoins estimés... tendance à faire des travaux une variable d'ajustement budgétaire »... "Indispensable de réaliser enfin les travaux nécessaires, sur le réseau et le matériel de vidéosurveillance ».
- "Abondantes ressources", précisons : billetterie, mécénat, Louvre Abu-Dhabi, dotations diverses ; quelque 360 millions d'euros/an. Dépenses de sécurité ces récentes années (dit la Cour des comptes), 3 millions d'euros.
- Pas de direction de la sûreté et de la sécurité près la présidence du musée,

- Ni de direction des systèmes d'information ; les serveurs de la vidéosurveillance du musée ont des mots de passe débiles : « LOUVRE » et « THALES », son partenaire-sécurité ; des ordinateurs tournent sous de vieilles versions de Windows, sans mises à jour récente ; bref, une informatique mal entretenue voire obsolète, après des années de négligence ; en dépit des alertes de l'ANSSI, agence de protection des dispositifs numériques de l'État.

- « Sous-estimation chronique, structurelle, du risque intrusion et vol »,

- Dans le secteur de la Galerie d'Apollon (celle qui est braquée), 1/3 des salles n'a nulle caméra de surveillance... Celles-ci sont d'ailleurs vieillissantes... leur parc, très insuffisant, ne couvre pas toutes les façades du Louvre ; côté galerie d'Apollon, lieu du vol, la seule caméra, tournée vers l'ouest, ne "voit" pas le balcon concerné.

- Au secteur Richelieu du musée, « les 3/4 des salles n'ont pas de vidéosurveillance ».

- Et l'avenir ? Le schéma directeur prévu est "Peu fiable et insuffisant".

Voilà pour la sécurité réelle, au Louvre.

Le crime perpétré, quelle réaction des médias-asservis à la capture de braqueurs présumés ? Seconde révélation : la domestication macroniste de médias "d'information", désormais, simples relais de l'Intérieur. Point crucial : comme d'autres, l'affaire du Louvre révèle ce que pense vraiment l'Intérieur, et qu'il souffle ensuite à sa domesticité.

Or, à l'arrestation de petits voyous du Neuf-Trois "montés au braco" du Louvre, ces médiatiques perroquets, unanimes comme d'usage, crient leur sidération : "Profils étonnants ... paradoxe ... anomalie ... déconcertant ..." ; transcrivant ainsi la réaction de hautes sphères de l'Intérieur figées sur le banditisme de jadis et semblant méconnaître l'actuel milieu criminel.

En 2025, finis les gangs durables et stables, voués à la loi du silence ; à Dubaï, en taule, au Maghreb ou en cavale, sous messageries cryptées, un caïd est informé de "coups" possibles par des proches ou des pirates informatiques. S'il lance une opération, il externalise la revente future du butin et la phase action ; pour celle-ci, des lascars aguerris au "braco" (ou à tuer) opérant sans filet : l'argot parle de "Kleenex" : on s'en sert une fois et on les jette.

Les bijoux refileés, au pied de la fameuse nacelle sans doute, à un furtif contact, "*Doudou Cross bitume*" ou autre, sont livrés à eux-mêmes - d'où leur fuite au bled - en attendant d'être rétribués, le butin écoulé.

Échanges cryptés, actions aux vecteurs ignorant tout l'un de l'autre ... Concepteur dur à identifier ou atteindre... Des Gafam à la DZ mafia, voici le modèle des pillards 2025, de la *Silicon Valley* aux quartiers nord de Marseille. Sur ce sujet, nos instances de répression, pourtant soumises à un président rêvant à la *Startup nation*, nécessitent peut-être une mise à jour. ●